

L'AKP ET ERDOGAN LE SULTAN

Le coup d'état raté de juillet 2016

La question face à un tel événement est de savoir à qui profite le crime et quelles sont les conséquences pour le prolétariat turc. Le premier à bénéficier de l'échec de ce putsch est bien sûr Erdogan¹. Cela lui permet de réprimer, sans frein de la soi-disant opposition au parlement, tous les opposants à son gouvernement qu'ils soient d'autres mouvances islamistes, alévis, kurdes ou de gauche. Selon Erdogan, ce coup d'Etat a été orchestré par la secte islamiste Hizmet (*service* en français) et son dirigeant Fethullah Gülen². Créée en 1969, la confrérie Gülen est un lobby musulman présent et influent dans toutes les sphères de la société turque mais aussi en Europe et aux Etats-Unis (médias, justice, armée, éducation, associations locales caritatives, patronat). Les Gülenistes soutiennent dès 2002 l'accession au pouvoir de l'AKP. L'objectif commun alors entre Erdogan et Gülen est de contrer le vieux pouvoir kémaliste³ laïc par une islamisation de la société et de l'Etat. Mais l'alliance est brisée en 2013 lorsque Erdogan arrête les subventions en faveur des écoles privées Gülen, apeuré par l'influence que ceux-ci peuvent avoir sur la société au détriment de son parti. Erdogan ne veut plus partager le gâteau. Gülen riposte en demandant aux juges adhérents de sa secte de sortir les dossiers de corruption impliquant le clan Erdogan. La suite est une guerre de pouvoir entre deux fractions de la bourgeoisie, Erdogan n'hésite pas à user de la violence étatique, en installant un régime autoritaire à travers l'état d'urgence. Le nombre d'arrestations est énorme : 60 000 personnes dont 15 000 fonctionnaires du ministère de l'éducation⁴. Tous les autres ministères sont touchés et les prisons sont pleines à craquer. Il s'agit en réalité d'une refonte totale de l'administration turque selon les intérêts d'une partie de la bourgeoisie au pouvoir depuis 2002 et représentée par l'AKP. Parti islamo-conservateur d'un point de vue politique et économiquement libéral. Erdogan a su placer ses pions dans toutes les sphères de l'Etat (notamment dans l'armée, la justice et les services secrets⁵), des médias (TRT, Yeni Safak, Haber...) et du patronat (sa famille est bien placée). Ce qui lui permet des soutiens financiers importants et un contrôle des appareils étatiques et patronaux. Erdogan feint finalement de se poser en restaurateur de l'ordre et de l'indépendance nationale menacés par des ennemis de l'intérieur sous influences étrangères (Gülen, les Kurdes, les Alévis, les laïcs, les gauchistes...) pour mieux asseoir la dictature de son parti.

L'AKP : populisme, islamisme...

Erdogan aime les symboles et rassembler ses fidèles, notamment sur la place Taksim à Istanbul haut lieu des manifestations ouvrières, pour tenir des discours totalement réactionnaires. L'AKP s'adresse aux turcs *noirs* pauvres⁶, religieux et immigrés de l'Anatolie vers les grandes villes par opposition aux turcs *blancs* riches, éduqués à la vie politique et laïcs (cette vision de la société doit plaire aux sous-fascistes en tout genre...). L'AKP est allé chercher un électorat conservateur et musulman et particulièrement les femmes au foyer.⁷ Le parti revendique 4 millions de militantes sur un total de 10 millions d'adhérents. Un parti fortement implanté dans certains quartiers récents des grandes

1 Lire les articles « *La Turquie du 7 août* » par Etienne Copeaux <http://www.susam-sokak.fr/2016/08/la-turquie-du-7-aout.html> et « *Où va la Turquie ?* » par Jean Marcou <https://ovipot.hypotheses.org/14555>

2 https://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_G%C3%BClen

3 On appelle « kémaliste » tout ce qui se rapporte à la création et à la défense de la République de Turquie, au CHP et l'idéologie de Mustafa Kemal <https://fr.wikipedia.org/wiki/K%C3%A9malisme>

4 http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/07/21/turquie-ce-n-est-pas-seulement-une-purge-mais-un-reformatage-de-l-etat_4972934_3214.html

5 <http://ovipot.hypotheses.org/9823>

6 L'identité turque dans le discours publicitaire turc <http://www.revue-signes.info/document.php?id=2956&format=print#tocto4>

7 Arte reportage « Erdogan Land » <http://info.arte.tv/fr/turquie-erdogan-land>

villes, qui à travers ses sections de femmes, assure une aide pour les personnes âgées et quadrille quotidiennement la vie locale. L'AKP a su charmer les habitants des coins délaissés par les anciens gouvernements (et même certains clans Kurdes religieux) en leur apportant l'eau courante, des routes et des services sociaux (hôpitaux, terrains de sport). L'AKP est soutenu par une coalition hétéroclite : des prolétaires croyants aux patrons libéraux de gauche et droite, en passant par une partie de la bourgeoisie d'Istanbul qui prenait au sérieux son programme pro-européen ; tous lassés par l'ancien régime kémaliste et sa bureaucratie militaire, faits de clientélisme et de corruption⁸. La suppression de l'interdiction du voile dans les lieux institutionnels a été faite en faveur des femmes religieuses pour qu'elles puissent accéder aux lieux de pouvoir (justice, parlement). L'interdiction de la vente d'alcool entre 22 heures et 6 heures et l'augmentation des taxes dans un pays qui boit très peu vient juste satisfaire les délires du gouvernement. On trouve ici la concrétisation du projet d'islamisation de la société turque qui ne doit souffrir d'aucune opposition quitte à mettre en prisons des journalistes et à bloquer des réseaux sociaux au besoin. Pour conserver le pouvoir, l'AKP fait pression sur la société et n'hésite pas à se mettre hors-la-loi au regard de la constitution. Leur slogan est « *pouvoir du peuple et lutte contre le terrorisme* », justifiant moins de liberté et l'instauration d'un climat de peur. La révision de la constitution, par referendum le 16 avril 2017, pour établir une dictature présidentielle, permettrait à Erdogan de conserver le pouvoir jusqu'en 2029⁹. Il ne voudrait pas rater le centenaire de la république en 2023 pour lequel il s'est fixé l'objectif de faire partie du top 10 des puissances mondiales (actuellement la Turquie est 18ème)...

Erdogan, dans sa mégalomanie, a charmé une partie de la population en lançant des grands projets (qui profitent d'abord à ses copains du patronat bien sûr), payés par une croissance de 4 % et le triplement du PIB sur les 10 dernières années. L'exemple le plus frappant est la construction de son palais présidentiel démesuré à Ankara, la capitale institutionnelle. Mais c'est à Istanbul, la capitale économique (20 % du PIB et 55 % des IDE), que se concentre le plus de projets en vue de célébrer le centenaire de la république. Erdogan veut faire d'Istanbul la vitrine de la Turquie moderne avec la construction du¹⁰ :

- troisième pont sur le Bosphore et les autoroutes qui vont avec,
- troisième aéroport d'Istanbul, qui sera le plus grand du monde avec une capacité de 150 millions de voyageurs par an¹¹,
- une énorme mosquée sur la colline Camlica visible de toute la ville,
- canal Istanbul pour désengorger le Bosphore,
- musée Panorama 1453 sur l'histoire de la prise de Constantinople par les Ottomans pour appuyer la *turcité* et l'islam au détriment de l'histoire antérieure (*néo-ottomanisme*),
- des quartiers d'affaires où les buildings des grandes entreprises turques poussent comme des champignons.

Ces grands projets sont réalisés sans concertation avec les habitants, entraînent des expropriations et une destruction irréversible de l'environnement. L'orgueil d'Erdogan a dû être malmené quand un mouvement contestataire¹², réprimé par la police au prix de six morts et 7000 blessés, s'est opposé aux projets de destruction du parc Gezi (pour construire à la place une mosquée et un centre commercial) durant l'année 2013. Suivi la même année des révélations sur des grosses affaires de

8 « Histoire de la Turquie contemporaine », Hamit Bozarslan

9 http://www.lemonde.fr/europe/article/2017/02/11/erdogan-en-route-vers-le-sultanat_5078079_3214.html?xtmc=referendum_turquie&xtcr=2 et https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9f%C3%A9rendum_constitutionnel_turc_de_2017

10 Le dessous des cartes « Istanbul selon Erdogan » https://www.youtube.com/watch?v=P8o_y825bKM

11 <http://www.latribune.fr/entreprises-finance/services/transport-logistique/20130124trib000744660/la-turquie-lance-la-construction-du-plus-grand-aeroport-du-monde-.html>

12 Mouvement contestataire hétéroclite rassemblant au départ des écologistes puis rejoint par des kémalistes, kurdes, syndicalistes, gauchistes, étudiants qui ne débouchera pas sur une lutte révolutionnaire. https://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_protestataire_de_2013_en_Turquie

corruption le concernant lui et ses proches.

On imagine qu'il a su tirer des leçons de ces événements et que la direction autoritaire qu'il fait prendre à l'Etat turc depuis est le résultat d'une volonté de verrouillage du pouvoir. Les printemps Arabes et la guerre en Syrie-Irak ont engendré de l'instabilité politique au Proche-orient, Erdogan se voit désormais comme « *le leadership vacant du monde musulman* »¹³. L'adhésion à l'Union Européenne n'est plus la priorité, comme cela était le cas durant ses premières années au pouvoir. A écouter les médias bourgeois de l'époque, Erdogan et l'AKP étaient un modèle de démocratie musulmane à l'image des démocraties chrétiennes occidentales. Omettant volontairement ses liens profonds avec les Frères Musulmans dont l'objectif est l'instauration d'un régime islamique partout où cela est possible. En 2006, Erdogan reçoit le chef du Hamas victorieux dans la bande de Gaza, Khalid al-Mashal. Il quitte brusquement un débat avec Shimon Peres à Davos en 2009. L'incident du Mavi Marmara en 2010 viendra marquer une rupture dans les bonnes relations diplomatiques que l'Etat turc entretenait depuis 1948 avec Israël. Le rêve d'Erdogan est un proche-orient dominé par les Frères Musulmans, ce qui explique ces positions laxistes et complices avec l'Etat Islamique.

... et libéralisme !

Erdogan a su surfer sur une situation économique favorable. En 2000, la Turquie connaît la plus grosse crise financière de son histoire. En 2001, le ministre de l'économie Kemal Dervis (CHP) réforme le système : autonomie de la banque centrale, recapitalisation des deux plus grandes banques publiques et de certaines banques privées, saisie ou fermeture de banques insolubles, restructuration des principaux établissements. S'en suit une réévaluation de la livre turque et la baisse de l'inflation, associés à une cure d'austérité sociale et des réformes structurelles imposées et financées par le FMI. Jusqu'à la crise mondiale de 2008, la Turquie bénéficie d'un fort taux de croissance (entre 5 et 10%). L'année 2009 est négative mais est suivie à partir de 2010 d'une très forte reprise. Les grands groupes *-holding-* industriels et commerciaux (Koç, Sabanci, Dogan, Yildiz) sont présents sur les marchés européens, ex-soviétiques et moyen-orientaux et génèrent beaucoup de profits. Les premières années de l'AKP au pouvoir profitent aussi aux « *tigres anatoliens* »¹⁴, des entreprises familiales du centre du pays dirigées par des patrons conservateurs qui ont su tirer profit de la libéralisation de l'économie, point central du programme de l'AKP¹⁵, en servant de sous-traitants pour le marché national et en fabriquant des marchandises pour augmenter les exportations à destination des pays voisins. Les patrons de ces entreprises sont organisés au sein du MUSIAD (Association des industriels et hommes d'affaires indépendants). L'association regroupe des hommes d'affaires partageant des *valeurs islamiques* et qui ne peuvent rejoindre la TUSIAD (Association des entrepreneurs et hommes d'affaires turcs) qui n'acceptent comme membres que les plus grandes entreprises historiquement liées au pouvoir kémaliste. Ils appliquent un des piliers de l'islam, le *zakat*, qui impose aux fidèles un don d'une partie de ses revenus pour une cause caritative. Ainsi les patrons anatoliens font du paternalisme envers le prolétariat pour mieux l'assujettir, et le tout libéral de l'AKP est compensé par le développement des réseaux caritatifs¹⁶.

L'économie turque souffre d'un déficit de sa balance commerciale, elle importe plus qu'elle n'exporte principalement du fait qu'elle ne possède pas de réserves pétrolières et pas assez d'industrie de pointe, et elle souffre aussi d'une lourde dette extérieure¹⁷. Elle a donc fait appel

13 Kadri Gürsel « Turquie, année zéro ».

14 <https://portail-ie.fr/analysis/1156/la-montee-en-puissance-des-tigres-anatoliens>

15 Fin du protectionnisme d'Etat et des principes kémalistes d'indépendance et d'autosuffisance, privatisations, baisse des droits de douanes et suppression des quotas d'importation.

16 « Une économie fragilisée », Tristan Coloma dans Manière de voir, Le monde diplomatique.

17 https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie_de_la_Turquie

massivement ces dernières années aux IDE (Investissements Directs de l'Étranger en provenance majoritairement de l'Union Européenne) pour financer les entreprises ainsi qu'aux crédits afin de soutenir la consommation des ménages. Le rôle de l'AKP, à travers ses réformes politiques, est :

- d'intégrer au marché et de prolétarianiser des populations qui en étaient jusque là exclues (*accumulation primitive*), de par l'ancienne structure de la société anatolienne basée sur un secteur primaire dominant, composé de petits paysans, en promouvant une reproduction sociale élargie teintée des valeurs islamiques (la réussite personnelle et la famille),
- de stimuler le marché national en développant les infrastructures nécessaires de fluidification des marchandises, des capitaux et des travailleurs (TGV, autoroutes, aéroports et ports¹⁸), en faisant appel aux partenariats publics-privés,
- de maximiser les profits dans les marchés déjà développés que sont le tourisme¹⁹, l'armement, les industries textiles et automobiles,
- d'ouvrir de nouveaux marchés, en créant des fonds d'investissements²⁰ notamment dans les régions du sud-est en lien avec le patronat kurde et le projet énergétique GAP (Güneydoğu Anadolu Projesi)²¹,
- de développer des projets de pipelines avec l'Asie centrale, les pays autour de la mer Caspienne et parallèlement avec la Russie et l'Organisation de coopération économique de la Mer Noire, pour faire de la Turquie le lieu de transit des hydrocarbures de l'Orient vers l'Europe et pour satisfaire le marché national,
- d'augmenter les exportations et le savoir-faire *made in Turkey* pour diminuer le déficit de la balance commerciale en se tournant vers les marchés russes, d'Asie centrale et africains²².

Ces réformes ont engendré une diminution des droits sociaux, notamment l'allongement de la durée de cotisation et le relèvement de l'âge de départ à la retraite²³ ; et montrent, une fois de plus, que l'État est le co-gestionnaire du capital. Les inégalités sociales et territoriales sont fortes. En 2014, 15% de la population vivaient sous le seuil de pauvreté et les 20 % les plus riches se sont partagé 46 % du « *revenu disponible équivalent total* » selon l'Institut turc des statistiques.

Capitalisme autoritaire et lutte de classes

À première vue, on pourrait penser qu'il existe une certaine hégémonie dans la vie politique turque étant donné que l'AKP règne sans partage depuis 2002. Mais ce n'est pas le cas, l'AKP s'est heurté dès le début à l'*État profond* (*Derin devlet*)²⁴ et le *réseau Ergenekon*²⁵, le pouvoir militaire laïc associé aux ultranationalistes, et il peut paraître étonnant que les gardiens autoproclamés du kémalisme n'aient pas organisé un coup d'état (comme en 1960, 1971, 1980 et 1997) pour renvoyer

18 <http://www.actualite-news.com/fr/international/europe/151-actualite-turquie/3604-2016-une-annee-de-projets-colossaux-pour-la-turquie>

19 Le tourisme est en baisse depuis 2015 du fait de la guerre en Syrie et au Kurdistan, des nombreux attentats et suite aux coup d'État raté de juillet 2016. <http://www.rfi.fr/europe/20161016-crise-grand-bazar-istanbul-tourisme-turque-fermeture-boutiques> et <http://www.turquie-news.com/rubriques/economie-industrie/turquie-les-revenus-du-tourisme-en-berne.html>

20 http://www.lesechos.fr/06/08/2016/lesechos.fr/0211187123689_la-turquie-lance-son-projet-de-fonds-souverain.htm#

21 https://fr.wikipedia.org/wiki/Projet_d'Anatolie_du_Sud-Est

22 À ce titre la TİKA (Agence de Coopération et de Coordination Turque) est une agence humanitaire qui permet d'établir des contacts dans des pays qui ont vocation à devenir des marchés <http://www.tika.gov.tr/en>

23 http://www.cleiss.fr/docs/regimes/regime_turquie.html et <http://www.lepetitjournal.com/istanbul/accueil/les-bon-a-savoir/230051-bon-a-savoir-le-systeme-des-retraites-en-turquie-et-en-france>

24 Expression désignant un pouvoir occulte instrumentalisé par certains secteurs de l'État et les ultra-nationalistes pour s'opposer à la réforme de démocratisation et proeuropéenne de l'État kémaliste autoritaire et laïciste. Extrait du glossaire de « *La Turquie à l'heure de l'Europe* » de Jean-Paul Burdy et Jean Marcou. Voir aussi l'affaire de Susurluk.

25 <https://fr.wikipedia.org/wiki/Ergenekon>

les islamistes hors du pouvoir.

Lors des élections législatives de 2002, l'AKP obtient la majorité absolue au parlement. Les années suivantes vont voir l'application du « *programme national pour l'adhésion à l'UE* » adopté en 2001 par le gouvernement précédent et conforté par la candidature actée le 12 décembre 1999 lors du sommet d'Helsinki²⁶. Le parlement vote les « *paquets d'harmonisation* » préconisés par le processus d'intégration européen²⁷. Les droits fondamentaux et la constitution sont profondément transformés, et l'exemple le plus significatif est la modification du fonctionnement du Conseil national de sécurité²⁸. Le MGK a été créé par la constitution de 1961 et maintenu dans celle de 1982. Tous les mois, il réunissait civils et militaires majoritaires, sur les principaux enjeux politiques du pays. Ses décisions s'imposaient au gouvernement qui se devait de les appliquer. Cet organe a consacré la tutelle militaire sur le pouvoir civil jusqu'à sa réforme en 2003. Les civils sont désormais plus nombreux que les militaires, et en 2004 il devient simplement un organe consultatif s'occupant davantage de politique étrangère.

Erdogan et sa clique ont réussi à conserver le pouvoir et à transformer en profondeur la structure de l'État et de l'économie turque par deux biais principaux :

- sous le prétexte de *démocratisation* pour satisfaire aux critères d'adhésion à l'UE, ils ont écarté du pouvoir exécutif les militaires kémalistes en modifiant la Constitution. L'adhésion à l'UE apparaît désormais comme une simple étape stratégique dans la consolidation du pouvoir de l'AKP²⁹, les réformes *démocratiques* entamées dans les années 2003-2004 ont été en partie balayées en 2016 par l'état d'urgence. Sous le prétexte de complot contre le gouvernement, ils ont réussi à travers les procès Ergenekon et Balyoz à éjecter des postes importants dans la justice, la police et l'armée, des fidèles kémalistes pour mettre leurs pions à la place. Sous le prétexte de la guerre au terrorisme, ils mettent en place l'état d'urgence pour réprimer toute contestation et remplacer l'ancien pouvoir kémaliste autoritaire par leur pouvoir islamiste autoritaire.

- le libéralisme économique dans la continuité des précédents gouvernements qui progressivement ont intégré la Turquie au marché mondial. Alors que la politique kémaliste se caractérisait par la mise en œuvre d'une planification centralisée et par le développement d'un secteur public puissant qui constituait le fer de lance de l'industrialisation du pays, l'AKP comprend vite son intérêt à se convertir au libéralisme économique. Les bourgeois islamistes comprennent que le marché va les libérer de l'État kémaliste et de sa triple logique centraliste, bureaucratique et laïc. Cette conversion à l'économie de marché est aussi une véritable inflexion idéologique dans la société turque. Au sein de l'AKP se développe une volonté de concilier la rigueur morale de l'islam avec la *modernité* et l'innovation technologique³⁰. On assiste ainsi en Turquie depuis maintenant une dizaine d'années à une restructuration du capital et de la force de travail impulsée par l'appareil étatique, pour s'intégrer au capitalisme mondialisé et à la concurrence qui en découle.

Mais l'AKP se heurte à la lutte de classes³¹. Le gouvernement doit faire face à un mécontentement grandissant du prolétariat, conséquence de sa politique libérale qui selon le rapport du Conseil de Santé des Travailleurs et de la Sécurité au Travail (ISIG) compte 1049 morts sur leur lieu de travail

26 https://fr.wikipedia.org/wiki/Proc%C3%A9dure_d'adh%C3%A9sion_de_la_Turquie_%C3%A0_l'Union_europ%C3%A9enne

27 <https://www.cairn.info/revue-outrre-terre1-2005-1-page-119.htm>

28 <https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2005-4-page-25.htm>

29 http://www.francetvinfo.fr/monde/turquie/manifestations-turquie/dribbleur-sultan-megalo-et-conservateur-macho-qui-est-erdogan-le-puissant-president-turc_1576567.html

30 <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-modele-de-l-AKP-turc-contexte-genese-et-principes-politiques.html>

31 <http://terrainsdeluttes.ouvaton.org/?p=5597>

durant les sept premiers mois de l'année 2016³². Depuis le mois de janvier, les métallurgistes des usines Schneider, ABB et Alstom sont en grève malgré l'interdiction ordonnée par le Conseil des ministres sous prétexte de « *sécurité nationale* » et malgré les menaces de licenciements des grévistes³³. Les ouvriers des usines automobiles de Bursa (Renault³⁴, Fiat³⁵ et les équipementiers Bosch, Valeo, Mako, Ototrim et Delphi) et de Kocaeli (Ford³⁶) ont mené des longues grèves durant les années 2015 et 2016 pour des augmentations de salaires et pour la liberté syndicale³⁷. En 2014, la tragique explosion dans la mine de Soma faisant 263 morts, du fait de la négligence des patrons et du gouvernement, a déclenché des grèves et des manifestations dans tous le pays³⁸.

Pour éviter l'explosion sociale, l'AKP mise sur l'intimidation et la stratégie de la tension³⁹, sur la division et la répression⁴⁰. Il s'agit d'intimider le prolétariat pour empêcher les révoltes et par extension le communisme. La stratégie de la tension à l'œuvre en Turquie aujourd'hui n'est pas sans rappeler celle des années 70, période de polarité de la société turque avec une guerre civile larvée entre l'extrême droite et l'extrême gauche. Aujourd'hui la division se ferait sur les pro ou anti Erdogan, entre les religieux et les laïcs. Mais c'est un trompe l'œil, une façade. Dans les années 70, les questions ethniques et religieuses sont venues se substituer à la question sociale, aujourd'hui la guerre au terrorisme (contre le PKK et Daesh) voudrait effacer la lutte de classes. Une lutte de classes toujours sévèrement réprimée dans un pays où les intérêts géopolitiques des capitalistes sont très importants. Le prétexte de la guerre au terrorisme est en réalité une guerre contre le prolétariat. L'année 2015 a été une année charnière. Les attentats ont précédé les élections et les décisions importantes (voir la chronologie ci-dessous). Suite à l'attentat de Süruç en juillet, et alors qu'une trêve était négocié entre l'État et le PKK depuis 2013, Erdogan et sa clique ont relancé la guerre contre les Kurdes en feignant de rejoindre la coalition internationale contre Daesh⁴¹. Parce que l'AKP n'avait plus la majorité absolue suite aux législatives de juin 2015, du fait de l'entrée à l'Assemblée du parti pro-kurde HDP, ils ont appelé à de nouvelles élections en novembre.

Diviser pour régner fonctionne toujours et particulièrement en Turquie où le nationalisme est ancré en chacun dès la naissance. Le racisme qui en découle vise en premier lieu les Kurdes, les réfugiés et les minorités ethniques et religieuses. La religion et le nationalisme sont deux outils de la bourgeoisie pour nier les classes au profit, soit de la communauté des croyants « tous frères et sœurs », soit du citoyen patriote chauvin. Les exploités aliénés, divisés, empêchent l'émergence de la recomposition du prolétariat en classe révolutionnaire face au capital et permettent au patronat de faire baisser le salaire global en jouant sur la concurrence entre travailleurs. Les événements qui se déroulent en Turquie sont l'expression, comme partout ailleurs, des contradictions du capital à l'échelle mondiale, qui n'arrive plus à reproduire socialement les développements qu'il engendre dans la productivité du travail. Et pour maintenir l'ordre capitaliste, la répression, appliquée par la police, l'armée et les milices d'extrême-droite (dont les *Loups Gris*), voudrait devenir la normalité d'une vie sous Etat d'urgence.

32 <http://www.nouvelleturquie.com/fr/classe-ouvriere/plus-de-1000-morts-au-travail-en-7-mois-en-turquie/>

33 <http://www.nouvelleturquie.com/fr/classe-ouvriere/la-greve-des-metallurgistes-a-ete-interdite/>
<http://www.industrialunion.org/fr/search?regions=Turkey>

34 <https://group.renault.com/groupe/implantations/implantations-renault/usine-bursa-oyak/>

35 https://fr.wikipedia.org/wiki/Usine_Fiat-Bursa

36 <http://www.invest.gov.tr/fr-FR/successstories/Pages/FORD.aspx>

37 <http://multinationales.org/Libertes-syndicales-Renault-licencie-et-appelle-la-police-contre-ses>

<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2015/05/20/97002-20150520FILWWW00092-turquie-ford-touchee-a-son-tour.php>

38 <http://www.europe1.fr/international/une-journee-de-greve-en-turquie-apres-la-tragedie-miniere-2121145>

39 https://fr.wikipedia.org/wiki/Strat%C3%A9gie_de_la_tension

40 A noter que ces méthodes ne sont pas propres à l'État turc mais sont des constantes de l'Etat capitaliste.

41 <http://www.20minutes.fr/monde/1665751-20150812-turquie-erdogan-pouvait-supporter-montee-puissance-kurdes>

<http://geopolis.francetvinfo.fr/turquie-erdogan-a-repris-la-guerre-contre-les-kurdes-du-pkk-79087>

https://fr.wikipedia.org/wiki/Conflit_kurde_en_Turquie

Chronologie

2001

14 août : fondation de l'AKP (Adalet ve Kalkinma Partisi, Parti de la Justice et du Développement) issu d'une scission du SP (Saadet Partisi, Parti de la Félicité) de Necmettin Erbakan, politicien islamiste fondateur du mouvement Milli Görüs (présent en France dans le Conseil Français du Culte Musulman).

2002

Novembre : élections législatives, 34,28 % des suffrages exprimés (10 808 229 voix) et la majorité absolue des sièges à l'Assemblée (363 sur 550) à l'AKP. Le gouvernement, dirigé d'abord par Abdullah Gül puis Erdogan fait de l'entrée dans l'Union Européenne sa priorité. Le CHP obtient 178 députés (6 113 352 voix).

https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lections_l%C3%A9gislatives_turques_de_2002

2003

L'assemblée vote les 4^e, 5^e, 6^e et 7^e paquets de réformes d'harmonisation. Réduction de la place des militaires au Conseil National de Sécurité et au Secrétariat Général pour la sécurité nationale.

29 Octobre : crise ouverte entre l'Assemblée et la présidence de la République (dirigée par Ahmet Necdet Sezer – pro-européen et laïc) qui décide de ne pas inviter les épouses en foulard des députés et des ministres de l'AKP à la réception d'État organisée à l'occasion du 80ème anniversaire de la République.

Novembre : 4 attentats islamistes à Istanbul : 62 morts (consulat de Grande-Bretagne, 2 synagogues et une banque).

2004

Nouvelle série d'amendements constitutionnels et législatifs de « *démocratisation* ». Premières émissions de radio et télévision en langues minoritaires. Libération de députés kurdes emprisonnés depuis 10 ans. Reprise de la guérilla du PKK.

2006

L'article 301 du nouveau code pénal relatif au dénigrement de l'identité turque entraîne une série de procès contre des journalistes, des écrivains et des universitaires.

Mars : des affrontements entre Kurdes et la police à Istanbul et au Kurdistan font une vingtaine de morts.

Septembre : attentat à la bombe non revendiqué à Diyarbakir, 11 morts dont 7 enfants. Il s'est produit quelques heures seulement après l'arrivée à Ankara d'un envoyé spécial du gouvernement américain venu discuter des moyens de contrer le PKK.

Décembre : la Turquie refuse de reconnaître Chypre comme entité unique et d'appliquer l'union douanière avec l'île, les négociations avec l'UE sont gelées.

2007

19 janvier : assassinat à Istanbul de Hrant Dink, journaliste turc d'origine arménienne devant le siège de l'hebdomadaire Agos. 100 000 personnes à ses funérailles (« Nous sommes tous des Arméniens »). Campagne de presse et contre-manifestations nationalistes (« Nous sommes tous des Turcs »).

27 avril : à l'Assemblée premier tour pour l'élection du président de la République : Abdullah Gül, ministre AKP, est seul candidat, mais n'obtient pas le quorum nécessaire des deux tiers des députés votant.

Nuit du 27 au 28 avril : « *Mémoire de minuit* » ou « *e-coup* » de l'état-major de l'armée dénonçant dans un communiqué nocturne sur internet les menaces islamistes contre la laïcité : « *Les forces armées turques mèneront à bien et sans manquement l'ensemble des missions qui leur ont été confiées par la loi* ».

Avril-mai : à l'initiative de nationalistes kémalistes proches de l'armée, série de grandes manifestations de « *défense de la laïcité* » à Ankara, Istanbul, Izmir, etc... Objectifs mêlés : contre l'AKP et l'islamisme ; pour la défense de la laïcité et des droits des femmes. De nombreux manifestants renvoient dos-à-dos militaires et islamistes : « *Ni coup d'Etat, ni sharia !* », « *Ni rangers, ni foulards !* ».

1^{er} mai : La Cour constitutionnelle invalide le scrutin du 27 avril pour absence de quorum. Le 4 mai, l'AKP fait voter par l'Assemblée un « paquet d'amendements constitutionnels » prévoyant l'élection du président de la république au suffrage universel direct, la réduction de la durée du mandat présidentiel de 7 à 5 ans, la réduction du mandat du parlement de 5 à 4 ans, la réforme des règles de quorum parlementaire. Le 6 mai, faute de quorum, le processus électoral présidentiel est interrompu : dissolution du Parlement, convocation d'élections législatives anticipées.

22 juillet : élections législatives pour 550 sièges. L'AKP l'emporte avec 46,6 % des suffrages exprimés (16 340 534 voix). Il obtient la majorité absolue des sièges à l'Assemblée, mais à moins de députés qu'en 2002 (341 contre 363), du fait de l'élection de 71 députés d'extrême droite ultranationaliste MHP (5 001 869 voix). Le CHP obtient 112 députés (7 300 234 voix), les sans-étiquettes 26 députés.

https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lections_l%C3%A9gislatives_turques_de_2007

28 août : Abdullah Gül est élu président de la République par les députés de l'AKP au 3^{ème} tour de scrutin, à la majorité simple avec 339 voix sur 550. Les militaires boycottent la cérémonie d'ouverture.

31 août : Erdogan confirme que l'élaboration d'une nouvelle « Constitution civile » est une priorité de son gouvernement. Une première ébauche prévoit notamment la suppression des cours obligatoire de religion à l'école, et la levée de l'interdiction du port du voile à l'université.

17 octobre : après la multiplication des affrontements sanglants entre le PKK et l'armée, l'Assemblée vote à une écrasante majorité (507 voix contre 19) l'autorisation pour un an d'une

intervention militaire turque au Kurdistan irakien contre le PKK.

21 octobre : référendum adoptant par 69,1 % de « oui » le paquet d'amendements constitutionnels, qui prévoit en particulier l'élection du président de la République au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois. La mesure est applicable à la fin du mandat de Gül en 2014.

Novembre : à la demande du procureur général de la Cour de cassation, Abdurrahman Yalçinkaya, lancement d'une procédure d'interdiction du parti pro-kurde DTP pour collusion avec le PKK.

2008

Janvier : accélération de l'affaire Ergenekon : arrestation d'un groupe d'avocats, hauts fonctionnaires, militaires à la retraite, soupçonnés de complot subversif contre l'Etat, de menaces de mort contre des intellectuels. La presse turque analyse l'événement comme le premier coup porté par le gouvernement AKP contre le fameux « Etat profond » (*derin devlet*).

Février : le camp laïque (très présent dans l'armée, le CHP, la justice et les rectorats d'universités) se mobilise contre l'adoption à l'Assemblée de deux amendements constitutionnels (AKP+MHP) tendant à lever l'interdiction du port du foulard dans les universités, au nom de la liberté individuelle et du droit à l'éducation. Protestation des recteurs, manifestations de taille variable à Ankara, Istanbul et Izmir : on est loin de la mobilisation du printemps 2007.

14 mars : nouvelle étape de la lutte entre l'establishment kémaliste et le courant islamo-conservateur, après une procédure instruite par le procureur général de la Cour de cassation. Dans un document volumineux, Abdurrahman Yalçinkaya reproche à l'AKP d'être devenu « *un foyer d'activités anti-laïques* » ; il demande une interdiction d'activités politiques pour 71 personnes, dont l'actuel premier ministre Erdogan, le président de la République Gül et l'ancien président de l'Assemblée Bülent Arinç.

31 mars : le procureur de la Cour de cassation dépose devant la Cour constitutionnelle une demande d'interdiction de l'AKP en raison d'activités allant à l'encontre de la laïcité.

30 juillet : la Cour constitutionnelle rejette la levée de l'interdiction du port du voile islamique dans les universités votée en février à l'Assemblée, et rejette la demande d'interdiction de l'AKP.

Octobre : début du procès de 275 responsables militaires et politiques et d'intellectuels accusés d'avoir voulu renverser le gouvernement Erdogan (affaire Ergenekon). 16 d'entre eux sont condamnés à la réclusion à vie.

2009

22 janvier : Dans le cadre de l'affaire Ergenekon, la justice lance un nouveau coup de filet contre des policiers et des militaires soupçonnés d'avoir voulu déstabiliser l'État et d'avoir tenté de renverser le gouvernement en organisant attentats et assassinats. Cette onzième série d'arrestations depuis le début de l'affaire en 2007 va durer jusqu'au 25 janvier et concerner quarante suspects.

29 janvier : À Davos (Suisse), le premier ministre Recep Tayyip Erdoğan quitte brutalement un débat sur le conflit à Gaza, en reprochant aux organisateurs de l'empêcher de parler après une longue intervention du président israélien Shimon Peres tendant à justifier l'opération d'Israël dans

la bande de Gaza.

25 mars : La deuxième partie de l'acte d'accusation du procureur dans l'affaire Ergenekon, du nom de l'organisation ultra-nationaliste soupçonnée d'avoir comploté contre le gouvernement, prévoit que 56 personnes, dont deux généraux, des journalistes, des universitaires et des hommes politiques, comparaitront à partir de juillet. Les douze principaux accusés de cette organisation illégale risquent la prison à vie. Un premier groupe de 86 accusés sont jugés depuis octobre 2008 devant le tribunal de Silivri.

29 mars : élections municipales. L'AKP arrive en tête avec 39 % des voix (41,6 % en 2004), après un scrutin marqué par des violences qui ont fait au moins 5 morts. Le CHP est en deuxième position et le MHP en troisième position.

8 avril : En février la production industrielle du pays a subi une chute record de 23,7 % par rapport à la même période de 2008. C'est le septième mois de baisse consécutif de la production industrielle en Turquie, en glissement mensuel. La Turquie et le Fonds monétaire international (FMI) négocient depuis le début de l'année un nouveau prêt pour prendre le relais d'un programme de 10 milliards de dollars sur trois ans, achevé en mai 2008, qui avait permis de stabiliser l'économie.

5 mai : Sarkozy déclare que l'Union européenne devrait « engager dès maintenant avec la Turquie des négociations pour créer un espace économique et de sécurité commun » tout en réaffirmant son hostilité à l'adhésion d'Ankara à l'UE.

28 juillet : Réunion de hauts responsables turcs, irakiens et américains à Ankara pour discuter des mesures à prendre face aux rebelles kurdes de Turquie, qui trouvent refuge dans le nord de l'Irak et convenir des actions face au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Avec l'aide du renseignement américain, l'aviation turque bombarde depuis décembre 2007 les positions du PKK du nord de l'Irak

10 octobre : la Turquie et l'Arménie signent à Zurich un accord visant à normaliser leurs relations diplomatiques.

2010

Mars : le gouvernement présente un projet de révision de la constitution destiné à mettre le pays en conformité avec les normes européennes. Ce projet entend réduire les possibilités d'intervention des militaires dans la gestion des affaires publiques.

31 mai : crise diplomatique entre Ankara et Tel-Aviv après la mort de 9 Turcs lors de l'attaque israélienne contre une flottille humanitaire en route pour Gaza.

Juin : reprise des affrontements entre l'armée turque et le PKK. Après des pourparlers engagés par le gouvernement avec Ocalan, en décembre 2012, le chef rebelle appellera à une trêve en mars 2013.

12 septembre : le référendum sur la réforme de la Constitution, réduisant notamment les pouvoirs de la magistrature et de l'armée, est approuvé avec 58 % des voix.

2011

12 juin : victoire de l'AKP aux élections législatives avec 49,9 % des suffrages (21 399 082 voix) et 326 sièges devant le CHP (25,9 % et 112 sièges, 11 155 972 voix). Le MHP obtient 13 %, 5,3 sièges (5 585 513 voix).

https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lections_%C3%A9gislatives_turques_de_2011

Août : remaniement de l'Etat major de l'armée après la démission des commandants des trois armées (terre, marine et aviation). Ils dénonçaient l'arrestation de 250 officiers accusés de complot présumé contre le gouvernement Erdogan.

2012

4 avril : ouverture du procès des auteurs encore en vie du coup d'État du 12 septembre 1980 dont le général Evren.

Août : attentat non revendiqué à Gaziantep, 9 morts. Le gouvernement turc accuse le PKK.

21 septembre : condamnation à de lourdes peines de prison de plusieurs hauts gradés de l'armée accusés de participation au complot Balyoz, lié au complot Ergenekon, contre le gouvernement de l'AKP.

2013

Mars : Abdullah Öcalan appelle le PKK à renoncer aux armes et demande aux éléments armés de se retirer en dehors des frontières de la Turquie.

28 mai : début du mouvement de protestation contre la destruction du parc Gezi, à Istanbul, dans le cadre d'un plan urbain. La mobilisation se transforme en contestation du pouvoir, des manifestations anti-Erdogan ont lieu dans toutes les grandes villes. Selon la police 3,5 millions de personnes manifestent dans 78 des 81 provinces.

11 mai : un double attentat à la voiture piégée fait 46 morts dans le centre de Reyhanlı, petite ville de la province de Hatay. Le premier ministre turc accuse les services secrets syriens d'être à l'origine de cet attentat, ce que le gouvernement syrien dément.

Octobre : levée de l'interdiction du port du voile islamique dans les institutions publiques.

17 au 25 décembre : révélation de plusieurs grandes affaires de corruption pour Erdogan et ses proches.

2014

Février : adoption d'une série de lois restrictives, visant à renforcer le contrôle de l'État sur Internet et sur la nomination des juges et procureurs.

Mars : le Parlement vote la fermeture des écoles du mouvement Hizmet de Gülen, accusé de comploter contre le gouvernement. Les autorités ordonnent le blocage de YouTube à la suite de la diffusion de l'enregistrement d'une conversation entre hauts responsables turcs, dont le ministre des Affaires étrangères et le chef des services de renseignement.

30 mars : Élections municipales. L'AKP obtient 45,31% et 1752 maires. Le CHP 25,59% et 505 maires. Le MHP 17,63% et 383 maires. Le BDP 4,64% et 98 maires. La participation est de 89%.

13 mai : L'accident minier de Soma dû à une explosion dans une mine de charbon, fait au moins 301 victimes. Il entraîne manifestations et grèves.

19 juin : 230 militaires condamnés en 2012 dans le procès du complot Balyoz (volet militaire du complot Ergenekon) sont libérés en appel.

10 août : Élection présidentielle tenue pour la première fois au suffrage universel. Recep Tayyip Erdoğan, premier ministre sortant, est élu président de la République avec 51,79% des suffrages exprimés (21 000 143 voix), le CHP 38,44% (15 587 720 voix), HDP 9,76% (3 958 048 voix).

29 août : entrée en fonction d'Erdoğan. Ahmet Davutoğlu, ministre sortant des Affaires étrangères, lui succède comme premier ministre.

20 septembre : libération de 49 otages turcs détenus par l'État islamique depuis la prise de Mossoul en juin 2014. La Turquie abrite 1,5 million de réfugiés syriens venus depuis le début de la guerre civile syrienne en 2011.

1er novembre : La Turquie autorise exceptionnellement 150 peshmergas du Kurdistan irakien à traverser son territoire pour participer à la seconde bataille de Kobané, événement de la guerre civile syrienne contre l'État islamique.

14 décembre : vague d'arrestations touchant des professionnels des médias proches de la confrérie de Fethullah Gülen, dont le rédacteur en chef du quotidien Zaman.

2015

5 juin : attentat à Diyarbakir, par un kamikaze islamiste proche des frères Alagöz (originaire d'Adiyaman). 5 morts, 400 blessés.

7 juin élections législatives, pas de majorité absolue, AKP 40,66 %, 258 sièges (18 347 747 voix), CHP 25,13 %, 132 sièges (11 338 681 voix), MHP 16,45 %, 80 sièges (7 423 555 voix), HDP 12,96 % 80 sièges (5 847 134 voix).

https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lections_l%C3%A9gislatives_turques_de_juin_2015

20 juillet : attentat à Suruç, par le kamikaze Seyh Abdurrahman Alagöz (originaire d'Adiyaman). 33 morts et 100 blessés. https://fr.wikipedia.org/wiki/Attentat_de_Suru%C3%A7_du_20_juillet_2015
La Turquie adhère à la coalition internationale menée par les Etats-Unis contre l'Etat islamique.

24 juillet : début des bombardements par l'armée turque des positions du PKK.

19 août : faute de majorité et de coalition, Erdogan appelle à de nouvelles élections pour le 1^{er} novembre.

10 octobre : attentat à Ankara lors d'une manifestation appelées par les syndicats et le HDP, les auteurs sont Yunus Emre Alagöz (frère de Seyh Abdurrahman Alagöz) et Omer Deniz Dunder (originaires d'Adiyaman et connus des services de police comme proche de l'État islamique). 102 morts et 500 blessés.

1^{er} novembre élections législatives, victoire de l'AKP avec 49,5 %, 317 sièges (23 681 926 voix), CHP 25,32 %, 134 sièges (12 111 812 voix), MHP 11,9 %, 40 sièges (5 694 136 voix), HDP 10,76 %, 59 sièges (5 148 085 voix).

https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lections_l%C3%A9gislatives_turques_de_novembre_2015

15-16 novembre : sommet du G20 à Antalya.

2016

12 janvier : attentat par un kamikaze sur la place Sultanahmet (quartier touristique), 13 morts, 15 blessés. Les autorités turques attribuent cette attaque à Daesh.

17 février : attentat à la voiture piégée à côté d'un convoi militaire à Ankara fait 38 morts dont 27 militaires et 61 blessés, revendiqué par les TAK (Faucons de la liberté du Kurdistan), un groupe dissident du PKK.

13 mars : attentat à Ankara près de Güven Park fait 37 morts et 125 blessés, revendiqué par les TAK (Faucons de la liberté du Kurdistan).

18 mars : accord UE/Turquie sur les migrants, pour réduire les migrations vers l'Europe.

19 mars : attentat suicide à la bombe avenue Istiklal (artère commerciale) à Istanbul, 4 morts, 36 blessés. Le lendemain de l'attaque, le ministre de l'Intérieur annonce que l'identité du kamikaze est Mehmet Öztürk, un militant de l'État islamique originaire de la ville de Gaziantep.

7 juin : attentat suicide dans le centre d'Istanbul revendiqué par les TAK (Faucons de la liberté du Kurdistan), une voiture piégée explose près d'un car de police antiémeute, 12 morts, 51 blessés.

28 juin : attentat suicide à l'aéroport Atatürk d'Istanbul, 45 morts, 239 blessés. Aucune revendication, Daesh suspecté.

29 juin : premier entretien téléphonique entre le président turc Recep Tayyip Erdoğan et son homologue russe Vladimir Poutine en vue de mettre fin au contentieux entre les deux pays.

15-16 juillet : tentative de coup d'Etat raté principalement à Ankara et Istanbul. Commanditée par un « Conseil de la paix dans le pays », une faction des Forces armées turques que le gouvernement turc accuse d'être liée à Fethullah Gülen. La tentative s'est soldée par un échec et le dernier bilan officiel fait état de plus de 290 morts et 1500 blessés. Suivie d'une purge visant à écarter les opposants d'Erdoğan des institutions étatiques. Mise en place de l'État d'urgence.

7 août : manifestation à Istanbul appelée « rassemblement pour la démocratie et les martyrs », organisée par les autorités gouvernementales et rassemblant AKP-MHP-CHP à la tribune. Le HDP n'est pas invité.

20 août : attentat suicide non revendiqué à Gaziantep, au cours d'un mariage, 57 morts et 66 blessés. Les enquêteurs soupçonnent l'État islamique.

24 août : l'armée turque, alliée à des groupes rebelles syriens, occupe une région frontalière en Syrie

lors de l'opération Bouclier de l'Euphrate menée contre l'État islamique et les Forces démocratiques syriennes (pro-kurdes).

26 août : attentat à la voiture piégée à Cizre fait 11 policiers morts et 78 blessés dont 3 civils. Il est revendiqué par le PKK.

4 novembre : attentat à la voiture piégée à Diyarbakır devant un commissariat, 11 morts dont 2 policiers et une centaine de blessés. Il est revendiqué à la fois par les Faucons de la Liberté du Kurdistan et par l'État islamique.

17 décembre : attentat à la voiture piégée à côté d'un convoi militaire à Kayseri fait 14 soldats morts et 56 blessés, revendiqué par les TAK (Faucons de la liberté du Kurdistan)

19 décembre : assassinat d'Andreï Karlov, ambassadeur de Russie en Turquie, tué par le policier Mevlüt Mert Altıntaş .

2017

1^{er} janvier : fusillade dans une boîte de nuit à Istanbul, 39 morts, 69 blessés. Revendiqué par Daesh.

5 janvier : attentat à la voiture piégée à Izmir à proximité du tribunal, 2 morts dont 1 policier, 1 huissier et 6 blessés. Revendiqué par les TAK (Faucons de la liberté du Kurdistan).

17 février : attentat à la voiture piégée à Viransehir à proximité d'un immeuble où logent des procureurs, 2 morts dont un enfant et 11 blessés. Les autorités suspectent le PKK d'être derrière l'attaque.

22 février : les autorités turques ont levé l'interdiction de porter le foulard islamique pour les femmes qui servent comme officiers ou sous-officiers dans l'armée et les étudiantes dans les écoles militaires.